

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.5/L.81  
13 janvier 1955

ORIGINAL:FRANCAIS

COMMUNICATION DE L'UNION REGIONALE DES SYNDICATS DU MOUNGO  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F  
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

U.S.C.C.  
UNION REGIONALE DES SYNDICATS DU MOUNGO  
NKONGSAMBA

F.S.M.

MOTION

Le 2<sup>o</sup> congrès de l'Union Régionale des Syndicats du Moungo réunis à Manjo les 27 et 28 Novembre 1954, après avoir entendu le rapport d'activité moral et financier présenté par le Secrétaire général de l'Union et les interventions de plusieurs délégués acourus de tous les coins de la Région du Moungo vote la motion suivante :

Condamne la politique antisyndicale que pratiquent les autorités administratives à l'endroit des petits planteurs et salariés de la Région du Moungo.

Proteste énergiquement contre le système selon lequel l'autorité administrative veut dissoudre les organismes syndicaux de la C.G.T. parmi les petits planteurs de la Région du Moungo; pour créer en place des organismes coopératifs.

Proteste avec véhément contre le refus d'application des arrêtés du code du travail que manifeste le patronat et l'administration au Cameroun, en principe dans la Région du Moungo.

Proteste de toute force contre la repression féroce qui sevit actuellement au Cameroun contre les mouvements progressistes et revendicatifs de notre pays.

Denonce à haute voix le terrorisme qui coûte la vie à plusieurs patriotes Camerounais dans ces jours.

Proteste avec véhémence contre des agissements antisociaux du service des Eaux et Forêts qui exproprie les paysans de leurs terres, qui interdit d'une façon absolue l'utilisation du matériels de construction notamment du bois provenant des forêts des payans Camerounais.

Proteste contre l'introduction des Européens sans spécialité dans le Territoire au moment que un nombre important des Camerounais chôment.

Demande le rapatriement des Inspecteurs Interrégionaux du Travail et des lois Sociales vivant actuellement au Cameroun, notamment Monsieur BOISSOU Inspecteur interrégional et des lois Sociales de NKongsamba, parce que ces arbitres officiels des lois Sociaux ne sont pas à la hauteur de leur tâche.

Demande l'Unification immédiate et le délai de l'octroi de l'indépendance du Cameroun.

Demande l'abrogation pure et simple de l'article 4 des accords de Tutelle selon lequel "La France administrera le Cameroun comme partie integrante du Territoire Français.

Demande la mise en vigueur des propositions concrètes élaborées par notre mouvement National (U.P.C.) soumises par la voix de ses authentiques représentants, Ruben UM NYOBE et KINCUE Abel devant la 4<sup>e</sup> commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Demande la modération du système pénitencier dans les prisons du Cameroun.

Demande la généralisation du permis de port d'arme afin de permettre aux paysans de charger des animaux nuisibles à la culture, ceci sans discrimination d'appartenance politique ou syndicale.

Demande la démocratisation de la S.A.P. ainsi que la mise en vigueur des Statuts de cette société.

Demande la création des dispensaires dans des villages, planteurs, coupe-forestières, etc.

Demande de multiplier des maternités et protection infantile à travers toutes la Région du Moungo.

Demande de multiplier des hôpitaux dans toute la région du Moungo pour arrêter la mortalité aggravante qui diminue journellement la population camerounaise.

Proteste véhément contre la hausse injustifiée d'impôts.

Demande la création des routes économiques dans toute la Région du Moungo.

Demande la création des écoles dans les campagnes, coupe-forestière, et plantations pour instruire les enfants des paysans et les paysans eux-mêmes.